Nations Unies E/CN.5/2015/NGO/16

Conseil économique et social

Distr. générale
24 novembre 2014
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-troisième session
4-13 février 2015
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain

Déclaration présentée par Prahar, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

14-65381X (F)

Merci de recycler

Déclaration

La société fait partie intégrante de la vie humaine. Elle n'est pas seulement un groupe de personnes, mais une collectivité de personnes qui partagent une culture et une origine sociale communes. La société sert de puissant soutien à la vie humaine. Les personnes appartenant à différentes religions, castes, croyances et races mènent une vie collective au sein de la société. Elles sont confrontées depuis longtemps à divers problèmes critiques, tels que les inégalités sociales, la discrimination raciale, les disparités économiques, la pauvreté ou la surpopulation. Ainsi, dans leurs efforts de traitement de ces questions, les autorités centrales de la société ont planifié et mis en œuvre des politiques de développement social dans une tentative d'« intégrer la vie humaine ». Le développement social encourage une approche ascendante à la croissance qui canalise les voix des populations pauvres et défavorisées dans le processus de développement autrement descendant. Les infrastructures de santé publique et d'éducation, le système de transports publics, le développement des compétences et la mise à niveau des infrastructures sont quelques-uns des éléments importants pris en compte dans les politiques de développement social pour permettre aux individus de satisfaire leurs besoins essentiels. Les gouvernements, ou toute forme d'autorité gouvernante centrale, aide à gérer les ressources naturelles et humaines qui appartiennent à la société et régule l'approvisionnement de services publics aux individus.

À l'heure actuelle, de nombreux pays, développés ou en développement, sont confrontés à des problèmes de développement social. L'observation de plusieurs sociétés dans différents pays à travers le monde révèle que le monde est divisé en deux grands groupes, les riches et les pauvres, que l'on peut trouver à la fois dans les deux pays en développement que dans les pays développés. Les groupes pauvres et défavorisés dans les zones urbaines, rurales et éloignées sont confrontés à des défis pendant longtemps. Ces défis diffèrent pour des raisons géographiques et à cause des différences dans le développement économique et les normes sociales. Plusieurs institutions, organisations et autorités centrales à travers le monde mettent en œuvre des politiques de développement social dans le but d'éradiquer les problèmes socioéconomiques et la discrimination subie par de nombreuses personnes. Malheureusement, le taux de réussite de ces programmes de développement semble bien faible. C'est en raison de ces résultats qu'il est temps de repenser le développement social dans le monde contemporain.

Comme énoncé plus haut, il existe deux principaux groupes sociaux dans le monde d'aujourd'hui : les riches et les pauvres. Cela peut être considéré comme la conséquence de la disparité qui existe entre les différentes personnes dans différents contextes sociaux. Une telle disparité conduit à une plus grande détérioration, puisqu'elle engendre la criminalité et renforce la pauvreté. Malgré des investissements à grande échelle dans divers programmes de lutte contre la pauvreté, celle-ci reste une réalité sociale. La présence constante de la pauvreté dans plusieurs sociétés à travers le monde montre à quel point des vies humaines ont été transformées en existences pitoyables en l'absence des commodités de base : nourriture, vêtements et abris. Les problèmes liés à la pauvreté sont le lot partagé des pays en développement ou pays pauvres et, dans une certaine mesure, des pays développés. Des inégalités croissantes peuvent être observées dans le monde entre les riches et les pauvres. Il y a plus de pauvres dans les zones rurales que dans les

zones urbaines. La pauvreté urbaine est d'un genre différent, qui n'est pas aussi intense que dans les zones rurales.

Une enquête sur les conditions socioéconomiques des populations pauvres urbaines et rurales peut brosser un tableau clair. L'éducation et le développement des compétences sont deux forces puissantes d'éradication de la pauvreté de la société. L'éducation est un puissant agent de changement social. Une bonne politique d'éducation peut jeter des fondements socioéconomiques solides pour les pays. Les gouvernements et les institutions doivent garantir une politique d'éducation équitable à tous les enfants et adolescents. Un nombre suffisant d'enseignants bien formés et de bâtiments scolaires sont à la base d'un système éducatif stable, performant et de haute qualité. Nous soutenons non seulement les politiques d'éducation de base mais aussi l'éducation en matière de santé et l'éducation en matière de sécurité nationale et internationale et de maintien de la paix, que ce soit dans les villages ou parmi les populations urbaines pauvres. Un bon système d'éducation peut être une bonne arme qui peut aider à éradiquer les tendances frustrantes dans la société et qui, en même temps, peut permettre aux individus de créer des opportunités pour eux-mêmes.

À l'instar de l'éducation, le développement des compétences est un autre élément pour habiliter la section plus faible de la société. Comme mentionné plus haut, la population pauvre urbaine est différente de la population pauvre rurale. Nous devons identifier leurs potentialités dans leurs régions respectives. Les pauvres des zones urbaines occupent des emplois manuels ou d'autres emplois qui sont traditionnellement classés comme inférieurs. Les personnes impliquées dans des emplois manuels sont pour la plupart analphabètes et sans qualifications. Comme les zones urbaines sont souvent à proximité des zones industrielles, les pauvres des zones urbaines doivent avoir des formations professionnelles et techniques appropriées, et peuvent être motivés à suivre ces formations en organisant des programmes de sensibilisation, des ateliers, etc. En outre, des lieux d'affaires compétitifs locaux et régionaux peuvent être créés, afin de stimuler les énergies créatives et compétitives dans cette classe.

Les populations rurales, d'autre part, dépendent pour la plupart de l'agriculture. Même aujourd'hui, les agriculteurs suivent les méthodes traditionnelles de culture, résultant en une faible productivité agricole, des inégalités dans la distribution des terres et autres biens et, finalement, la pauvreté rurale. Des efforts doivent être fournis pour réorganiser les métiers de village, qui ont progressivement diminué en raison de l'industrialisation et de l'urbanisation. La recherche dans l'agriculture aiderait à développer une production durable, des compétences agricoles avancées, l'élevage et l'aquaculture. Nous soutenons les organisations qui forment les sections pauvres et plus faibles de la société avec plusieurs programmes de développement des compétences. La formation sur l'utilisation des semences améliorées, des engrais adéquats, la modernisation du processus de production dans les arts traditionnels, tels que l'artisanat ou la poterie et le travail des métaux, la promotion des institutions et l'utilisation durable des ressources de la terre, tout en créant un environnement axé sur le marché, peut habiliter ces personnes à créer des opportunités pour elles-mêmes.

Le développement social est un problème crucial parce qu'il est lié à la vie humaine. Il s'agit d'un domaine très sensible et c'est la raison pour laquelle les gouvernements ne devraient pas prendre de décisions au hasard. Il serait peut-être

bénéfique pour l'efficacité des programmes de développement social d'avoir un certain niveau de non-ingérence politique. Les personnes et organisations associées à ces programmes devraient avoir suffisamment de liberté pour réaliser leurs plans avec une intervention politique minimale. Nous prions la communauté internationale de demander aux autorités gouvernementales centrales et de faire pression sur elles pour que celles-ci prennent des initiatives pour la mise en place d'une infrastructure sociale forte et efficace dans toutes les sections de la société, en particulier parmi les démunis, de sorte que chacun dans ce monde puisse vivre dans la dignité. Garantir une vie digne à chaque individu dans ce monde est le moins qu'on puisse faire pour assurer que les droits de l'homme ne soient pas violés.